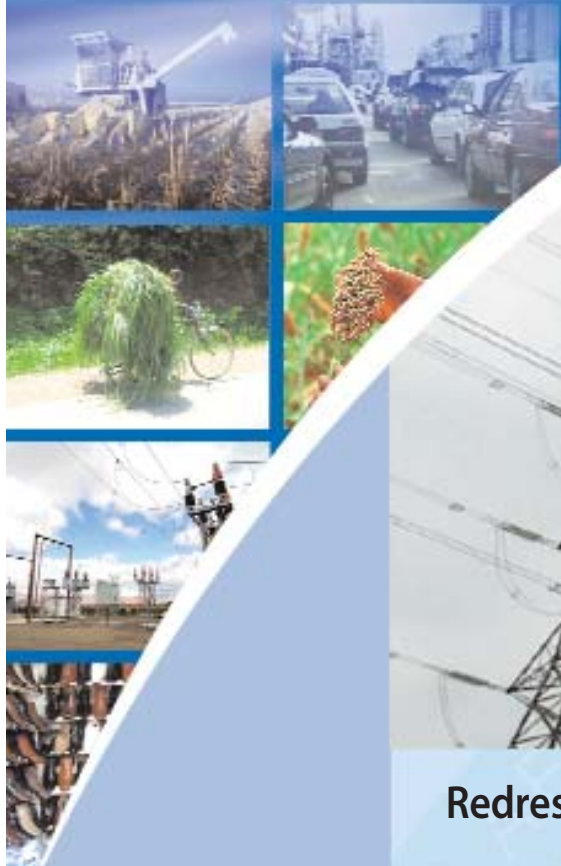




L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui Vol. 11 No. 4 Juin 2009



Redressement total du secteur de l'énergie d'ici 2013

POLITIQUE	3
ÉNERGIE	4-5
COMMERCE	6-7
INFRASTRUCTURE	8-9
ENVIRONNEMENT	10
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	11
ÉLECTIONS	12
PARITÉ DES SEXES	13
VERS 2010	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

IL EST prévu qu'en 2013, la région de l'Afrique Australe sera complètement remise des pénuries paralysantes d'énergie actuelles lorsqu'elle jouira de la capacité voulue de génération de surplus d'énergie.

Cependant, selon le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe, cela n'aura lieu que si tous les projets à court terme de génération d'énergie sont mis en œuvre par les États Membres de la SADC conformément aux plans convenus.

Le SAPP est un organisme régional de 12 membres qui coordonne la planification, la génération, la transmission et la commercialisation de l'électricité pour les services publics des États Membres dans la SADC.

A l'exception de l'Angola, du Malawi et de la République Unie de la Tanzanie, les services publics d'électricité dans les États Membres continentaux de la SADC sont interconnectés par le biais du SAPP, leur permettant de vendre de l'électricité entre eux en usant d'un marché compétitif.

La région a subi des pénuries d'énergie depuis 2006 causées par une combinaison de facteurs y compris la baisse de la capacité de génération de surplus par rapport à la hausse continue de la demande, d'où des périodes de délestage dans la plupart des pays de la SADC.

Pour y pallier, le SAPP a bien insisté auprès des services publics membres de mettre en place des politiques de gestion de la demande qui ont

dans une certaine mesure réussi à contrôler l'ensemble de la demande dans la région. Par exemple, une augmentation inférieure à un pour cent en période de demande maximum en 2008 comparé à 2007.

Depuis avril 2009, le SAPP a eu une capacité installée totale de 55 927 Mégawatts (MW) alors que 48 649MW étaient disponibles pour l'usage des services publics membres. Et pour le réseau actuel connecté du SAPP, la capacité installée pendant la même période était de 53 445MW avec une capacité installée de seulement 46 772MW, laissant un déficit de 6 673MW entre la capacité installée et la capacité disponible.

Suite page 2...

Redressement total du secteur de l'énergie d'ici 2013

suite de la page 1...

La disparité entre la capacité installée et la capacité disponible résulte de plusieurs facteurs y compris la réhabilitation et le maintien régulier de mesures de redressement, ainsi que dans certains cas les difficultés d'approvisionnement en carburant.

La SADC a pour sources principales de génération d'électricité le charbon, l'hydroélectricité, l'énergie nucléaire et le diesel.

Le SAPP prévoit qu'au cours de l'année 2009, les services publics membres commandent des projets qui ajouteront 2 187MW au réseau régional.

L'énergie proviendra d'Eskom-Afrique du Sud, qui commandera un total de 1 729MW en provenance de six centrales.

Z E S A - Z i m b a b w e contribuera 100MW à partir de son projet de réhabilitation thermique de Hwange, ENE-Angola 83MW des gaz de Lobito, SNEL-RDC 215MW du rétablissement d'Inga 1 et 2, TANESCO-Tanzanie 45MW des Gaz de Tegeta; et ZESCO-Zambie ajoutera 15MW du rétablissement en hydroélectricité de Kariba Nord. L'an dernier, un total de 1 442MW fut ajouté au réseau contre les 2 014MW prévus.

Sur la base des prévisions de la charge actuelle, et excepté toutes mesures de gestion de demande secondaire, la région de la SADC continuera avec le déficit de génération précaire jusqu'en 2013 lorsque la situation devrait s'améliorer, à condition que les projets prévus de génération soient exécutés en temps voulu.

Cependant, avec les mesures de gestion de la charge telle que la gestion de la demande secondaire, la situation pourrait nettement s'améliorer, d'où une nécessité réduite de délestage d'électricité à partir de 2009.

Sur la base de pratiques globales, le SAPP requiert une marge de réserve constante de 10,2 pour cent. Cette marge de réserve souhaitée est nécessaire afin de garantir la fiabilité du système et prévoir une marge pour l'émergence fortuite de hausses soudaines dans la demande d'énergie et des conditions d'entretien.

Dans le but d'atteindre un approvisionnement constant en électricité à court, moyen et long terme, le SAPP a développé, sur la base de deux scénarios, un Plan Pool couvrant la période 2008-2020.

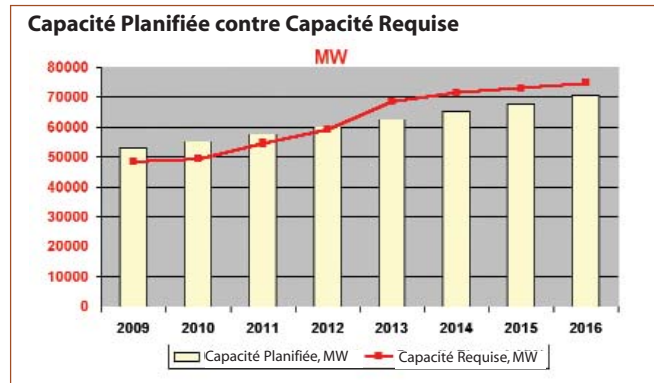
Un premier scénario baptisé Cas de Référence pourrait ajouter plus d'énergie électrique à la région mais dépend lourdement sur des options plus onéreuses telles que la production de charbon. Le second scénario ou Cas Alternatif est basé sur la rentabilité par laquelle le coût élevé de production de charbon est remplacé par des options moins onéreuses telles la génération d'hydroélectricité et de gaz.

Le Cas Alternatif ajouterait un total de 57 000MW d'ici 2020 au coût de US\$83 milliards. Cela signifierait un ajout de 8 400MW plus hydroélectrique que le Cas de Référence tout en obtenant un coût total correspondant beaucoup plus bas.

Le Cas Alternatif ne tient pas compte de la génération d'énergie nucléaire comme option.

Peut-être plus important, le Projet du Pool met en avant les bénéfices émergeant de la poursuite collective de projets en tant que région plutôt qu'en tant qu'États Membres individuellement. Pour ce qui est de la planification, cette approche résulterait non seulement en une meilleure coordination et optimisation mais en une épargne totale de US\$48 milliards.

En tant que tel, le projet recommande que des politiques



autarciques de certains services publics soient réexaminées afin d'encourager le développement et l'intégration régionale.

Le projet exhorte les États Membres à accélérer l'interconnectivité du Malawi et de la Tanzanie au réseau régional. Il recommande de plus qu'il considère un corridor central de transmission à partir de la RDC vers l'Afrique du Sud en passant par la Zambie et

le Zimbabwe afin de diminuer la congestion ou d'augmenter les options.

Bien que le SAPP puisse recommander moins de frais et les meilleurs scénarios sur la base de son expérience technique, la responsabilité repose sur les services publics des États Membres d'attirer les investisseurs et d'exécuter les projets identifiés si la région doit réaliser ses objectifs sur l'énergie. □

Projets commandés en 2009						
No	Services Publiques	Pays	Nom	Type	Unités	Capacité (MW)
1	SNEL	RDC	Inga 1 & 2 Rehab	Hydroélectricité	1	215
2	ENE	Angola	Lobito	Gaz	1	83
3	Eskom	Afrique du Sud	OCGT	Gaz	4	1050
4	Eskom	Afrique du Sud	Groovtvlei	Thermique	1	565
5	Eskom	Afrique du Sud	Komati	Thermique	1	114
6	ZESA	Zimbabwe	Hwange	Thermique	1	100
7	ZESCO	Zambie	Kariba Nord	Hydroélectricité	1	15
8	TANESCO	Tanzanie	Tegeta	Gaz	3	45
					Total	2187

Source: Pool d'Énergie de l'Afrique Australe

Conditions de production		
Le cas alternatif indique ci-dessous que 56 687MW de nouvelle capacité supplémentaire de génération d'énergie seront nécessaires d'ici 2025:		
Technologie	Capacité Ajouté, MW	Pourcentage, %
Charbon	23883	42%
Hydroélectricité	18045	32%
Energie nucléaire	0	0%
Energie Naturelle	2164	4%
Distillat de pétrole	12594	22%
Total	56686	100%
Le projet optimisé n'inclut pas la nouvelle énergie nucléaire En 2025, le SAPP aurait besoin d'un total de 1 002 871MW:		
Charbon	57,415 MW - 56%	Était de 74.3%
Hydroélectricité & PS	27,016 MW - 26%	Était de 20.1%
Diesel	13,908 MW - 14%	Était de 1.6%
Gaz Naturel	2,732 MW - 3%	Était de 0%
Energie nucléaire	1,800 MW - 2%	Était de 3.9%

Source: Pool d'Énergie de l'Afrique Australe

“L'Union fait la force” - Ministres de l'Énergie

ALORS QUE le secteur de l'énergie en Afrique Australe continue de subir un degré considérable d'inconstance caractérisée par le déclin de la capacité installée de génération d'énergie contre une croissance en hausse de la demande, les États Membres de la SADC ont fini par exiger plus d'unité qu'auparavant pour faire face aux problèmes subis par la région.

Lors de leur session annuelle de planification en avril à Maputo, Mozambique, les ministres de l'énergie de la SADC ont conclu qu'aucun pays ne peut aborder seul les pénuries d'énergie actuellement ressenties à travers la région. Pas même l'économie la plus importante de la région, l'Afrique du Sud, d'autant plus qu'à ce moment critique l'Afrique Australe est sur le point d'accueillir l'historique Coupe Mondiale FIFA en 2010.

Dans une démarche sans précédent, les services publiques de la SADC ont signé un accord à Maputo sous l'égide du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe qui exigera de chaque service public qu'il fournisse un certain pourcentage de sa capacité disponible pour approvisionner l'Afrique du Sud en électricité en cas de pénurie durant la Coupe du Monde.

Les ministres ont noté qu'en accélérant l'implémentation des projets d'énergie transfrontaliers, il y aurait des réductions importantes des coûts d'immobilisation à condition que les projets soient développés collectivement plutôt qu'individuellement.

Afin d'attirer des investissements dans le secteur de l'énergie, les ministres de l'énergie ont convenu d'engager des mesures vers l'adoption de tarifs conformes aux coûts dans la région.

Les tarifs d'électricité prélevés par la plupart des services

publiques sont lourdement subventionnés par leurs gouvernements sous prétexte de permettre un meilleur accès aux citoyens. Cependant, par crainte de ne pas recouvrir leurs frais, les investisseurs privés tendent à être découragés par la modicité des tarifs.

Les projets régionaux sur l'énergie seront prochainement commercialisés lors de forums publics dans la région et au-delà. Ceux-ci incluent la Table ronde des Investisseurs prévue du 15 au 17 juillet à Livingstone, Zambie, un Séminaire sur le Développement de l'Infrastructure du Secteur de l'énergie en Allemagne au mois d'octobre, et un séminaire similaire au Brésil dont la date sera bientôt annoncée.

Les ministres ont convenu qu'en tant que modèle de financement approprié pour les projets d'énergie transfrontaliers, ces projets tels qu'identifiés par le SAPP devraient recevoir la bénédiction des Chefs d'Etat et de Gouvernements afin de gagner la confiance des investisseurs.

Le manque de volonté politique a souvent été cité comme l'obstacle de la SADC à l'exécution de projets d'infrastructure transfrontaliers, y compris ceux du secteur de l'énergie.

Quant au Programme de Conservation de l'Énergie Biomasse (ProBEC), instauré par la Coopération Allemande de Développement (GTZ), dont la subvention est presque épuisée, les ministres ont noté la nécessité d'une stratégie de sortie pour garantir l'établissement de structures institutionnelles viables au Secrétariat de la SADC et dans les États Membres.

Le programme a été loué pour sa contribution dans la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), alors qu'il réduit la pauvreté en permettant aux

indigents de zone rurale et urbaine de satisfaire leurs besoins en énergie d'une manière durable socialement et environnementalement.

Le ProBEC, financé par les gouvernements allemand et norvégien, est en cours d'exécution dans sept pays à savoir le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie et la Zambie.

Les opérations du projet ont été suspendues au Zimbabwe en raison des sanctions de l'UE et les ministres de l'énergie ont pris note de la demande du Zimbabwe pour la reprise des activités.

Récemment, les ministres ont noté que la région a subi une montée en flèche des prix du pétrole, réenforçant la nécessité de solutions locales d'énergie alternative telles que le biocarburant afin de garantir la sécurité en énergie.

Alors que les prix du pétrole ont considérablement chuté, les États Membres devraient éviter la suffisance et plutôt accélérer leurs initiatives de biocarburants, non seulement en tant que source alternative mais en tant que carburant favorable à l'environnement pouvant également encourager le développement rural.

En conséquence, Les États Membres furent exhortés à faire usage des accords Sud-Sud pour apprendre de l'énorme expérience du Brésil dans le développement de biocarburants, en particulier la production du bio-diesel.

S'il faut se fier à l'esprit collectif actuel dans le secteur de l'énergie, la région de la SADC est bien placée et solidement établie ce qui est nécessaire pour la Zone de Libre d'Échange et l'établissement d'un syndicat des Unions en 2010 et un Marché Commun en 2012.

Priorité pour 2009/10

Étant donné les activités en cours et l'environnement du secteur régional et global de l'énergie, les ministres ont adopté les priorités suivantes pour 2009/10:

- surmonter la capacité réduite de surplus d'énergie de la SADC;
- compléter la Revue et la Mise à jour du Plan SADC d'Activité sur l'Énergie;
- soutenir le Réseau Régional pour la Planification de l'Énergie (REPN) et produire Annuaire SADC pour les Statistiques sur l'Énergie;
- garantir la provision d'énergie aux usagers de biomasse qui sont les moins nantis des États Membres ;
- contrôler et garantir l'exécution ponctuelle des projets ;
- contrôler et fournir la direction des politiques dans les réunions du Programme du SAPP, et du Programme de l'Association Régionale des Régulateurs d'Électricité (RERA);
- achever l'étude sur l'Établissement de l'Association Régionale pour le Pétrole et le Gaz (REPGA);
- Programmation en commun de Projets avec d'autres Organes régionaux/inter-régionaux (tels que l'UA, le COMESA, l'AFREC, le NEPAD, la BAD, etc);
- coordonner les activités du Groupe de travail régional sur les Biocarburants;
- développer une Stratégie régionale de la SADC pour l'accès à l'énergie; et
- développer un Programme d'Action SADC sur le Mécanisme de Développement non-Polluant (CDM) en conjonction avec d'autres secteurs. □

Introduction d'un nouveau modèle de commerce de l'énergie

LE COMMERCE de l'énergie en Afrique Australe quadruplera en début d'année après l'ouverture, par le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), d'un nouveau modèle de commercialisation.

L'accord de la Journée de Prédiction du Marché (DAM) a été introduit à titre expérimental pour une période initiale de six mois de février à août 2009.

Cette période devrait permettre au SAPP de réexaminer et évaluer le système de commercialisation avant de l'utiliser à long terme.

Selon le SAPP, l'arrangement progressait bien depuis le mois d'avril avec cinq services publics prenant part au commerce dans le cadre de ce modèle.

Pendant la période d'essai, il n'y aura pas d'obligations financières parmi les États Membres du SAPP, c'est-à-dire

que le commerce sera mené gratuitement par le SAPP jusqu'au 1er septembre 2009.

Selon Lawrence Musaba, Directeur du Centre de Coordination du SAPP, le concept du DAM est que les États Membres mènent des enchères en deux phases sur le marché de l'énergie.

Le DAM est mené avant le début de chaque journée. Les contrats à terme sont établis pour chaque heure de la journée à venir, explique Musaba.

Ce système est le contraire du Marché de Prédiction Horaire et le Marché de Temps réel qui est mené lorsque la charge est en cours, ajouta Musaba.

Le DAM fixe les prix à 11 hr le jour d'avant (d'où le terme prévision) basé sur la génération et la transaction en énergie offerte à l'avance au SAPP.

Les prix du DAM sont déterminés sur une base horaire

pour chacun des membres actifs du pool d'énergie.

Après la période d'essai, plus de 90 pour cent des transactions d'énergie traitées par le SAPP se matérialiseront au sein du DAM.

Un progiciel nommé Unité d'Engagement de Sécurité Contrainte (SCUC) sera utilisé afin de déterminer la quantité d'énergie nécessaire

quotidiennement au sein du pool.

Le SAPP planifiera les unités de production dans la région qui peuvent satisfaire aux besoins en énergie de la manière la plus économique pour approvisionner la demande des clients de la SADC et permettre une réserve suffisante en cas d'imprévus. □



Photo Eskom

Les centrales d'énergie sont supposées bénéficier du nouveau modèle de commercialisation.

Table ronde des investisseurs en énergie prévue pour juillet

par Kizito Sikuka

ON PRÉSUME que le secteur de l'énergie de la SADC attirera un investissement d'une importance capitale lors d'une Table Ronde des Investisseurs prévue du 15 au 17 juillet à Livingstone, Zambie.

Le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) a déclaré que la Table Ronde des Investisseurs rassemblera des investisseurs potentiels, des services publics régionaux ainsi que d'autres intervenants pertinents.

Il est attendu de la réunion de Livingstone que plus d'entreprises exploitent les nombreuses opportunités en énergie qui gisent inexploitées dans la région: notamment, l'hydroélectricité, l'énergie thermique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire et la génération de gaz ainsi que plusieurs projets de transmission.

Depuis, le SAPP a identifié quelques projets de ce genre à prescrire entre 2008 et 2025 et la disponibilité de fonds aiderait à accélérer le processus.

Certains des projets nécessitant une attention urgente incluent l'Inga 3 et le Grand Inga-Phase 1 avec une capacité potentielle de génération totale de 9 500MW.

La DBSA a également prédit que le développement en commun des projets d'énergie devrait permettre à la région de la SADC d'économiser US\$48 milliards d'ici 2025.

La région travaille actuellement sur des projets d'une valeur supérieure à US\$83 milliards d'ici 2025.

La grande majorité de ces projets sont développés en tant que projets individuels par les services publics nationaux. En joignant les efforts, la région pourrait potentiellement

économiser US\$48 milliards, confirme Jean Madzongwe, expert en énergie de la DBSA.

En raison de politiques d'investissement inadéquates de certains des États Membres causes de la fuite des investissements, la région de la SADC a du mal à satisfaire à sa demande en énergie.

D'où l'espoir que la Table Ronde des Investisseurs aborde la situation et encourage les membres de la SADC à formuler des politiques qui soient favorables aux affaires.

Un tel développement pourrait attirer l'investissement si nécessaire dans la capacité de génération de nouvelle énergie ainsi que l'exploitation d'autres sources d'énergie telle que l'énergie solaire et éolienne.

Les énergies solaire et éolienne abondent dans la région mais le manque d'investissement a affecté les

efforts de la SADC d'en exploiter les sources à son propre avantage.

La Banque de Développement de l'Afrique Australe (DBSA), la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale et le Gouvernement Norvégien figurent parmi les principaux investisseurs potentiels.

De nombreux orateurs tels que le Ministre zambien pour le Développement de l'Énergie et des Eaux, Kenneth Kongo et le Président du Comité SADC des Ministres de l'Énergie, Dipuo Peters présenteront des discours-programme sur comment attirer les investissements et s'embarquer dans des projets d'énergie communs.

Le Secrétaire Général de la SADC est pressenti pour l'ouverture officielle de la Table Ronde. □

Vers une énergie plus saine

LES ETATS Membres de la SADC adhèrent peu à peu à l'adoption plus répandue de sources d'énergie plus saines qui contribueraient à la diminution d'émissions de carbone conformément aux nouvelles tendances du secteur global de l'énergie.

Suite à la présentation d'un expert-conseil durant le sommet des Ministres de l'Énergie à Maputo au mois d'avril, les ministres ont chargé le Secrétariat de la SADC d'explorer les opportunités pour que les États Membres adhèrent au Mécanisme pour un Développement Sain (CDM) qui s'est révélé être la source la plus lucrative du financement de carbone.

Le CDM permet à un pays engagé à la réduction d'émission ou à la limitation d'émission dans le cadre du Protocole de

Kyoto d'exécuter les projets de réduction d'émission dans les pays en voie de développement.

Il permet également aux pays en voie de développement d'accroître l'accès à l'énergie tout en limitant les émissions de gaz provenant de l'effet de serre grâce à l'exploitation de sources d'énergie saines telles que l'hydroélectricité, l'énergie éolienne, l'énergie solaire et les biocarburants.

Selon les données disponibles, de toutes les régions du continent l'Afrique Australe a le moins bénéficié du marché annuel du CDM d'une valeur de US\$7 milliards.

Depuis que l'Union Européenne a commencé à négocier les crédits de carbone par le biais de son Plan de Négociation d'Émissions de 2005, seulement 71 des 2 156 projets du CDM prévu dans ce Plan ont été



Photo: www.pdsolar.co.za

L'énergie solaire est considérée comme une source d'énergie alternative propre.

enregistré en Afrique et 33 d'entre eux se trouvent en Afrique Australe.

L'Afrique du Sud représente la majorité des projets dont 25 ont été approuvés dès août 2008.

Les pays bénéficiaires de la région sont la République Unie de la Tanzanie avec trois projets,

la République Démocratique du Congo (RDC) avec deux, et Madagascar, l'Île Maurice et le Mozambique avec un projet chacun.

Fondé sur une analyse menée par la SADC, des projets de production d'une valeur totale de 19 000MW peuvent être commandés dans le cadre du CDM dans la région, ce qui aura pour résultat un surplus d'énergie pour les États Membres.

Parmi les quelques projets du CDM en cours de développement, on compte une centrale solaire au Botswana, des centrales hydroélectriques en RDC et au Mozambique et l'apparition de chauffes-eau solaires en Afrique du Sud.

Un rapport de la BAD en 2008 offre des preuves du potentiel du continent en adoptant le CDM.

Par exemple, la BAD note que l'Afrique du sous-Sahara a le potentiel de fournir plus de 170 gigawatts (GW) de capacité supplémentaire de génération d'énergie - plus du double des centrales existantes dans la sous-région -- par le biais des 3 200 projets d'énergie de faible émission de carbone.

Le Secrétariat de la SADC affirme que des initiatives supplémentaires mieux coordonnées sont nécessaires pour l'exécution de projets d'énergie du CDM, de programmes de renforcement de capacité de la connaissance et d'une approche thématique pour l'adoption du CDM dans la région. □

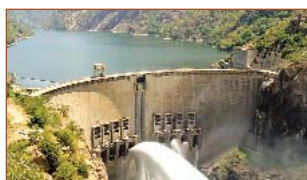
L'Afrique a besoin d'une augmentation quadruplée des approvisionnements en énergie pour satisfaire à la demande de 2025

SELON L'ASSOCIATION Nationale de l'Énergie Sud-Africaine (SANEA), pour que le continent satisfasse à la demande en énergie de sa population, l'approvisionnement en énergie de l'Afrique devra au moins quadrupler d'ici 2025.

Dans sa contribution durant la Conférence 2009 sur l'Énergie Africaine tenue en Afrique du Sud, Brian Statham de la SANEA affirma que la demande en énergie est tributaire de la croissance démographique, des développements économiques, et d'un niveau de vie amélioré sur le continent.

On estime que rien que l'an dernier, environ 30 pays africains ont subi des pannes d'électricité chroniques et des pénuries d'énergie, affectant grandement le potentiel de croissance du continent.

Cependant, un tiers seulement de la population du continent a accès aux formes modernes d'électricité, comme l'énergie des centrales hydroélectriques ou à charbon.



Malgré le potentiel énorme d'énergie hydroélectrique sur le continent, seul sept pour cent ont été développés.

Le taux d'accès à l'électricité est estimé à environ 34 pour cent, avec de profondes disparités parmi les pays, et entre les zones urbaines et rurales au sein des pays, dit Statham.

Le taux d'accès à l'électricité dans les communautés rurales est estimé à environ cinq pour cent. Il est également plus probable que la plupart des personnes ayant accès à l'électricité moderne soient rassemblés à l'extrême nord et sud du continent.

Statham confirma que bien que l'hydroélectricité soit indispensable à la durabilité de l'énergie de l'Afrique, et que le

continent ait un potentiel d'énergie hydroélectrique énorme, le développement de son potentiel est de moins de sept pour cent.

Il a remarqué que pour ce qui est de la génération d'énergie les obstacles les plus sévères auxquelles le continent est confronté incluent le développement inadéquat de l'infrastructure de l'énergie, le coût élevé du capital lié aux projets d'énergie, le manque de finance et d'investissement dans les projets d'énergie, et la rareté de l'expertise technique.

Cependant, Statham ajouta que le continent offrait un potentiel d'énergie vaste et varié.

Il existe une abondance de ressources d'énergie en Afrique pour satisfaire à la demande sur les 40 années à venir. Le défi est de développer ces ressources et de les obtenir à partir de leur source de production, vers les zones où elles sont le plus nécessaires. Plus de coopération et d'intégration seraient donc utiles, dit-il. □

Augmentation du volume de commerce dans les corridors de transport

LES VOLUMES DE COMMERCE le long des corridors du Trans-Kalahari, Trans-Caprivi et Trans-Cunene ont augmenté de 174 299 tonnes à 282 031 tonnes, représentant un taux de croissance de plus de 61,8 pour cent du tonnage expédié entre 2007 et 2008.

Selon Johny Smith, Cadre responsable du Développement Commercial du Groupe du Corridor de Walvis Bay (WBCG), le revenu approximatif généré par le secteur du transport le long des corridors a augmenté de N\$45,9 millions des N\$73,5 millions de l'exercice financier 2006/2007 à N\$119,5 millions en 2007/2008 (US\$1 équivalait approximativement à N\$8).

Les volumes sur le Corridor du Trans-Kalahari ont augmenté de 19,1 pour cent des 4 917 à 5 857 tonnes. Les volumes sur le

Corridor du Trans-Caprivi ont augmenté de plus de 76,7 pour cent de 27 521 à 48 627 tonnes. Les volumes sur le Trans-Cunene ont augmenté de 60,4 pour cent des 141 861 à 227 548 tonnes, explique Smith.

Il ajouta que cette croissance fut excitante pour le WBCG, puisque les volumes ont

commencé à augmenter de manière importante sur les diverses routes du corridor desservant la région de la SADC.

Durant le mois de janvier 2009, le volume de circulation le long des corridors de Walvis Bay a, à ce jour, atteint son plus haut niveau, transportant plus de 55 000 tonnes pour le mois le

long des Corridors du Trans-Caprivi, Trans-Cunene et Trans-Kalahari.

Une grande partie de ces volumes était des importations destinées à l'Angola via le Port de Walvis Bay. De plus en plus de produits de consommation, de matériel d'équipement et de véhicules sont importés via le Port de Walvis Bay puis acheminés le long du Corridor du Trans-Cunene en Angola.

Le rôle de la Namibie en tant que point d'entrée pour le reste de la région SADC s'est révélé plus important et a suscité l'intérêt croissant des marchés régionaux et internationaux.

Smith explique que l'économie de la SADC augmente de plus de 5 pour cent par an et que le Port de Walvis Bay est mieux placé grâce à son programme de renforcement de capacité pour gérer une portion de cette expansion par la hausse de l'import-export pour la région.

Avec des demandes de transport plus direct vers Walvis Bay, une performance supérieure, des périodes de transit réduites et des partenariats stratégiques, les routes du corridor de Walvis Bay sont désormais bien placées pour présenter le marché de la SADC au reste du monde, ajouta Smith. □



Les corridors de transport demeurent les points d'entrée stratégiques reliant le marché de la SADC au reste du monde.

Le lien ferroviaire Zambie-Angola acheminera du carburant bon marché vers la région de la SADC

DÈS QUE le lien ferroviaire entre la Zambie et l'Angola sera terminé, le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe faciliteront l'approvisionnement en produits pétroliers finis bon marché en provenance de l'Angola.

Avant la terrible guerre civile en Angola qui s'est achevée en 2002, la ligne de chemin de fer de Benguela opérait à travers l'Angola vers la Zambie, et les ports de l'Angola servaient de points d'export principaux pour l'énorme production minière de la Zambie. Le rétablissement du chemin de fer renforcera extensivement le transport régional et facilitera le commerce régional.

L'achèvement de la connexion reliera l'Angola à la Zambie, la Tanzanie, le Botswana, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud.

Cependant, l'Angola a déclaré vouloir augmenter sa capacité de raffinage pour l'export de produits pétroliers finis, en particulier vers ses voisins enclavés.

Ceci est dû au fait qu'à ce jour, il n'existe pas de raffinerie dans le premier pays producteur de pétrole en Afrique, qui puisse exporter le précieux liquide dans la région.

L'année dernière, la cherté du carburant a causé des problèmes pour les industries

routières et aéronautiques lorsque que le prix du baril de pétrole s'est élevé jusqu'à US\$150 le baril.

Les consommateurs furent les plus affectés puisque le coût de transport et l'inflation ont augmenté au-delà de la portée de la majorité. □

L'île Maurice et les Seychelles établissent une Direction commune de la Pente Continentale

L'ÎLE MAURICE et les Seychelles ont conjointement déposé une soumission à la Commission des Nations Unies afin de réclamer environ 400 000km² de pente continentale supplémentaire au-delà de la limite traditionnelle des 200 miles nautiques.

La soumission commune faite par les deux pays de la SADC en décembre 2008 a été présentée lors de la 23^{ième} session de la Commission tenue à New York du 2 mars au 9 avril 2009. La Commission a décidé qu'une sous-commission

traiterait la soumission commune.

Si la revendication est approuvée, elle offre les perspectives de significativement augmenter la juridiction de la pente continentale, ouvrant ainsi de nouveaux domaines d'exploration et de développement tels que l'exploitation minière, l'ingénierie chimique et les produits biopharmaceutiques.

La certitude juridictionnelle est de haute importance puisqu'elle donne l'accès exclusif aux ressources naturelles et vivantes potentiellement

lucratives des fonds marins dont le pétrole, le gaz, les pêcheries, les ressources minérales et les organismes biologiques. C'est la toute première soumission faite par un pays de la région africaine ou du Bord de l'Océan Indien et qui marque la conclusion d'une zone économique frontalière exclusive entre les deux.

Les deux états liés profiteront de la direction de ce secteur offrant des avantages stratégiques et économiques qui fourniront un revenu accru et généreront d'importants bénéfices économiques. □

Septembre: Mise en service du poste frontière inclusif de Chirundu

LA MISE en service du poste frontière inclusif de Chirundu entre la Zambie et le Zimbabwe est prévue pour septembre 2009 pour ce qui serait un nouveau jalon de l'intégration régionale parmi les États Membres de la SADC.

Il y a quelques années, la SADC a sélectionné Chirundu comme l'un des postes frontières pour la phase pilote de l'initiative frontalière inclusive qui vise à faciliter le commerce et la libre circulation des produits et des services parmi les 15 membres du bloc régional.

Le Poste Frontière de Beitbridge reliant l'Afrique du Sud et le Zimbabwe est un autre projet d'entrée choisi comme projet pilote par la SADC.

Beitbridge et Chirundu sont considérés comme les ports d'entrée les plus actifs de l'Afrique du sous-Sahara avec des centaines de camions commerciaux se dirigeant vers le sud ou le nord en passant quotidiennement par les deux postes frontières. Beitbridge est le plus animé des deux.

Dans le cadre du plan poste frontière inclusif, les voyageurs seraient dédouanés une seule fois pour passer dans un autre pays contrairement à la situation actuelle où les voyageurs sont sanctionnés des deux côtés de la frontière.

Ce développement est supposé aborder le problème des retards, qui sont souvent de mise dans la plupart des postes frontières, ainsi que de promouvoir la libre circulation des produits grâce à l'élimination de procédures opérationnelles souvent perçues comme restrictives aux frontières.

À la longue, le projet cherche à harmoniser les lois de douanes et d'immigration aux postes frontières au sein de la région SADC.

Selon le Premier Ministre zimbabwéen Morgan Tsvangirai, le travail est désormais terminé

pour la mise en service du poste frontière à Chirundu.

Le concept de Poste Frontière inclusif a été introduit dans la région afin d'alléger la congestion aux postes frontières ainsi que de réduire les périodes de transit pour les commerçants et les transporteurs, déclare Tsvangirai lors d'une récente réunion régionale.

Le lancement de ce concept au Poste Frontière de Chirundu entre le Zimbabwe et la Zambie est prévu pour le 1er septembre 2009.

Il est prévu que la SADC développe le concept de Postes Frontières inclusifs à d'autres points d'entrée régionaux, tout en cherchant à harmoniser les lois douanières et à promouvoir la libre circulation des produits parmi les États membres conformément à la Zone de Libre Échange lancée en août dernier et à l'Union des Douanes prévue en 2010. □



Le mouvement de personnes et les poids lourds commerciaux sont choses communes aux postes frontières de Beitbridge et Chirundu.

Photo: SADC

Adoption d'un système électronique de dédouanement frontalier par les corridors de transports

LES CORRIDORS de transport de l'Afrique Australe sont en cours d'adopter cette année la transmission électronique du Document Administratif Unique (SAD500).

Avec le soutien du Global Competitiveness Hub (Point Central de Compétition Globale), le document de déclaration devrait être introduit pour usage électronique d'ici juin 2009 bien que certains États Membres aient du retard puisqu'ils utilisent encore l'option manuelle.

Le SAD500 a été introduit tout d'abord dans le Corridor du Trans-Kalahari en tant que projet pilote. C'est désormais le seul document de déclaration de douane utilisé au Botswana, au Lesotho, en Namibie, au Swaziland et en Afrique du Sud.

Le SAD500 est également utilisé, bien que manuellement, dans les pays du corridor de Dar es Salaam comme le Malawi, la République Unie de la Tanzanie et la Zambie. Le processus d'adoption du SAD500 est en cours au Mozambique.

L'objectif principal du document est de réduire le coût de circulation de produits le long des frontières régionales par une seule déclaration de douane faite dans le pays d'origine.

Le SAD500 est aussi une formule polyvalente de déclaration de produits qui couvre l'import-export transfrontalier et la circulation transitoire et incorpore toutes les informations nécessaires pour le dédouanement avancé et les objectifs de gestion de risques douaniers.

Il réduit le travail administratif et permet une meilleure gestion du temps avec moins d'erreurs, moins de confusion, des coûts réduits et des performances commerciales améliorées.

La circulation des produits à travers les frontières internationales en Afrique Australe se caractérise par des coûts de transaction élevés causés en partie par différentes procédures douanières de transit.

Avec l'assistance technique du Point Central, des procédures douanières de transit harmonisées et un document administratif unique furent développés et adoptés le long des corridors de transport sélectionnés. □

Le développement de l'infrastructure est essentiel à l'intégration régionale

par Kizito Sikuka

ALORS QUE les trois principaux blocs régionaux de l'Afrique de l'Est et Australe progressent vers l'harmonisation des programmes et la création d'une Zone de Libre Échange unique, la nécessité d'établir une base d'infrastructure efficace et solide est critique pour la mise en oeuvre réussie de leur programme d'intégration.

Lors du Sommet tripartite d'inauguration à Kampala, Ouganda, l'année dernière, les Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC, le Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) ont approuvé l'instauration d'une Zone de Libre Échange (ZLE) afin de promouvoir la libre circulation de produits et de services parmi les États Membres.

Et l'un des facteurs clés pour la réalisation d'un tel objectif est le développement d'une base d'infrastructure régionale vibrante puisqu'une grande partie est en mauvais état, une situation qui a fortement affecté le flot régulier de transport d'où l'impact négatif sur le coût des produits.

Pour s'attaquer à cette tâche insurmontable, les trois blocs régionaux ont depuis pris l'engagement de mettre en oeuvre un programme extensif d'Assistance au Commerce englobant le transport, l'énergie, et des projets de facilitation commerciale le long du Corridor Nord-Sud traversant huit pays en Afrique Orientale et Australe.

Plus de US\$1,2 milliard a été mobilisé pour moderniser l'infrastructure régionale routière, ferroviaire et portuaire et soutenir les mesures de facilitation commerciale.

En plus de moderniser les réseaux de transport, le programme ouvrira également

de nouvelles artères pour donner aux producteurs de la région l'accès à un plus grand choix de réseaux routiers et ferroviaires.

Selon une réunion récente à Lusaka, Zambie rassemblant des présidents des trois blocs régionaux, l'éventail de projets planifiés comprend la construction de plus de 8 000kms de route, la réhabilitation de 600kms de voie ferrée et la modernisation du port de Dar es Salaam, qui est l'un des ports le plus grand et le plus animé en Afrique de l'Est.

Les dirigeants ont convenu que le succès d'une zone de libre échange et la réalisation d'une intégration régionale plus profonde est tributaire du développement d'une infrastructure solide des corridors au niveau national et régional.

"Afin de réussir la réalisation de notre vision de création d'une zone intégrée et vibrante

de libre échange, il est vital que nous développons l'infrastructure physique et la capacité de commercer de la région," déclare l'ancien président du COMESA et Président Kenyan Mwai Kibaki qui était encore au pouvoir en avril avant de transmettre la présidence au Président Zimbabwéen, Robert Mugabe lors du sommet du bloc en juin.

La réunion de haut niveau, qui fut reçue par le Président Zambien Rupiah Banda, fut également suivie par l'Afrique du Sud en tant que président de la SADC, l'Ouganda en tant que leader de l'EAC et les divers intervenants qui incluent les trois secrétariats de la région.

La réunion a résolu d'instaurer un fond tripartite dont l'unique responsabilité est d'accepter le financement provenant de partenaires au développement afin de financer

les projets et les programmes identifiés nécessaires pour moderniser l'infrastructure de la région.

Le fond sera accueilli et géré par la Banque de Développement de l'Afrique Australe. □

Rénovation du port de Luanda

LE PORT de Luanda obtiendra US\$105 millions pour refaire peau neuve qui selon les autorités aidera à pallier aux retards qui ont contribué à la hausse des prix.

Le chef du port gouvernemental, Silvio Vinhas, déclare que le nombre d'heure de travail pour les opérateurs de cargo sera augmenté, et que les routes avoisinant le port seront renouvelées pour permettre une meilleure circulation de camions containers.

"Le plan de modernisation est en cours et devrait produire des résultats positifs," annonce Vinhas aux médias. "Cependant nous ne pensons éliminer tous les retards vu que le trafic demeure intense."

Certaines cargaisons sont immobilisées pendant des semaines avant d'être mises à quai au port qui est le point d'entrée principal pour la plupart des produits dans la nation dotée en pétrole et minerais.

Les officiels du port prévoient que le port traitera 6,6 millions de tonnes de cargo en 2009, 10 pour cent d'augmentation par rapport à l'année dernière. (AllAfrica.com) □



Les rénovations de routes près du port de Luanda amélioreront le mouvement des poids lourds.

La BAD engage \$13 milliards pour le développement de l'infrastructure

LA BANQUE Africaine de Développement (BAD) a engagé un total de US\$13 milliards pour le développement de l'infrastructure dans trois des blocs économiques du continent.

"Le groupe bancaire a engagé US\$3,3 milliards pour le développement de l'infrastructure dans la CAE; US\$6,2 milliards dans la COMESA et US\$4 milliards pour la SADC," annonça Ashie Makungu, économiste supérieur du pays au bureau de la BAD en Zambie.

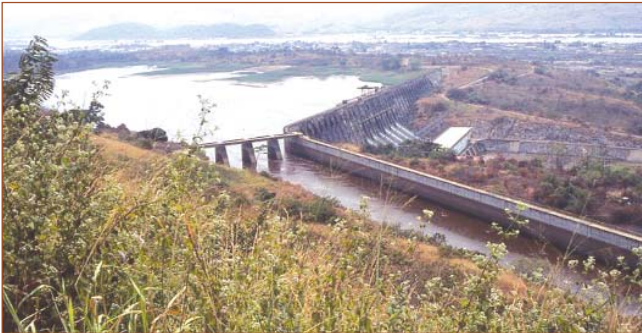
Makungu explique que la crise économique mondiale rend encore plus urgent le fait que l'Afrique développe sa propre infrastructure après que l'économie la plus large d'Afrique - l'Afrique du Sud - soit officiellement en pleine récession. Il ajoute que le

ralentissement de l'économie a dévoilé les faiblesses économiques de l'Afrique et exige un soulagement immédiat de la surdépendance sur les bailleurs de fonds de l'ouest.

L'économiste cadre supérieur de la BAD indique que près de 70 pour cent des ressources de la banque ont été directement orientés vers l'amélioration de l'infrastructure de manière à répondre à la crise économique qui a paralysé la croissance économique dans de nombreux pays en voie de développement.

Makungu a espoir que l'expansion de l'infrastructure des transports, télécommunication, énergie, agriculture, santé et éducation contribuera à la mitigation des problèmes économiques résultant de la crise économique globale actuelle. (Tralac) □





Le Barrage d'Inga offre un vaste potentiel d'hydroélectricité pour la région de la SADC

Réactivation de la centrale d'énergie Inga 3

LE PROJET Inga 3 tant attendu en République Démocratique du Congo (RDC) refait désormais surface avec le pays d'accueil ouvrant les appels d'offre pour que les investisseurs financent la centrale d'énergie hydroélectrique.

Lorsque complètement opérationnelle, la centrale d'énergie d'une valeur de US\$7 milliards peut produire jusqu'à 4 300 megawatts (MW), dont une grande portion alimenterait le réseau régional d'énergie de l'Afrique Australe. Cela compterait pour presque 10 pour cent de la consommation actuelle de la SADC dont la culmination combinée de la demande pour 2008 était de 43 267MW, bien que réprimée en raison des pénuries.

La pénurie d'énergie en cours dans la SADC résulte de plusieurs facteurs qui incluent le manque d'investissement dans le secteur de l'énergie ainsi que les retards dans la mise en oeuvre de projets d'énergie régionaux approuvés tels qu'Inga 3.

Cependant, la récente initiative par la RDC d'inviter des investisseurs pour financer le projet d'infrastructure d'énergie tant retardé d'Inga 3 aidera la SADC à relancer sa production d'énergie afin de satisfaire au besoin croissant d'énergie dans un avenir proche.

Le Ministre de l'énergie, Laurent Matalamu a indiqué que l'un des plus grand exploitants

miniers diversifiés au monde, BHP-Billiton, a déjà manifesté son intérêt dans le projet.

BHP-Billiton a depuis promis d'injecter près de US\$35 millions dans le projet dont la durée est prévue pour 8 ans. Une nouvelle compagnie pour gérer la construction du projet a été

Le Mozambique assemble des ordinateurs

LES ORDINATEURS mozambicains sortent désormais des chaînes de montage de Maputo, dans le cadre d'un accord entre le gouvernement mozambicain et une compagnie sud africaine.

L'usine a commencé à opérer en juin 2009, et produit à ce jour entre 50 et 70 ordinateurs par jour. Ils sont produits en trois formats - desktop, portable et mini-ordinateurs.

Les ordinateurs ont été baptisés "Dzowo" - d'après le nom du clan du fondateur et premier président du Front de Libération du Mozambique (Frelimo), Eduardo Mondlane.

Gustavo Chauque, le directeur de production de l'usine, a récemment annoncé aux médias que la capacité installée permettrait à l'unité de production d'assembler 150 ordinateurs par jour.

Les pièces proviennent toutes de compagnies de bonne réputation, et de ce fait

instaurée par le gouvernement de la RDC.

"L'intérêt de BHP-Billiton dans cette production découle du fait qu'elle souhaite construire une fonderie d'aluminium dans la province du Bas-Congo. C'est notre premier client," déclare le Ministre de l'Énergie, Mutalamu, ajoutant qu'il est prévu que d'autres investisseurs y prennent part.

Le projet est supposé lier le réseau d'énergie de l'Afrique Australe pour aider à affronter la multiplication des épreuves en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie de la région ainsi que de fournir de l'électricité dans la zone centrale de l'exploitation minière de la RDC, le sud-est du pays.

À la longue, la région de la SADC souhaite rénover la totalité du barrage d'Inga et d'aligner le Grand Inga 1 et Inga 2 avec Inga 3.

Le potentiel combiné des projets des barrages Inga de la RDC est évalué à environ 40 000MW, suffisamment d'électricité pour satisfaire amplement aux besoins actuels d'énergie pour l'ensemble de la région de l'Afrique Australe.

L'ensemble du projet, qui pourrait bien être le projet d'infrastructure d'hydroélectricité le plus ambitieux au monde et ayant presque le double de la capacité du Projet des Trois Gorges en Chine, nécessite approximativement US\$80 milliards. □

Une compagnie lance un satellite de US\$250 millions

UN CONSORTIUM de communications de renommée en Afrique Australe, Intelsat, lancera un satellite de US\$250 millions pour l'Afrique afin de tenter d'améliorer les liens de communication.

La Communication est considérée comme un facteur clé pour augmenter les investissements étrangers et une panacée pour le développement d'infrastructure si nécessaire sur le continent.

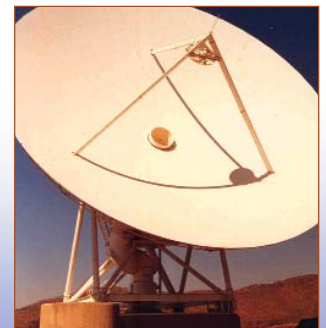
Le projet sera fondé par des institutions qui incluent la Banque Africaine de Développement et la Banque pour le Développement de l'Afrique Australe. □

"Dzowo" pourrait infliger une sérieuse compétition à ces companies qui vendent des ordinateurs à des prix scandaleusement gonflés.

"L'avantage de ces ordinateurs est qu'ils sont de bonne qualité, et sont moins chers que les autres modèles disponibles sur le marché," explique Chauque.

Le prix de vente au public se situe entre 15 000 et 17 000 meticaïs (560 à 640US\$). Le portable importé le moins cher qu'AIM a trouvé dans n'importe quel magasin d'électronique mozambicain coûte environ 20 000 meticaïs. La compagnie offrent des ordinateurs à des prix encore plus bas pour les étudiants et les institutions d'éducation supérieure.

"Le prix est bas, parce que nous avons moins de taxes douanières à payer," explique Chauque. "Les taxes sur l'import des pièces sont inférieures à l'import d'ordinateurs complets. (AIM) □



La cartographie numérique des sols africains

UNE CARTE numérique de l'état des sols de l'Afrique du sous-Sahara sera élaborée dans le cadre d'une initiative qui vise à évaluer l'impact du changement climatique et du déboisement.

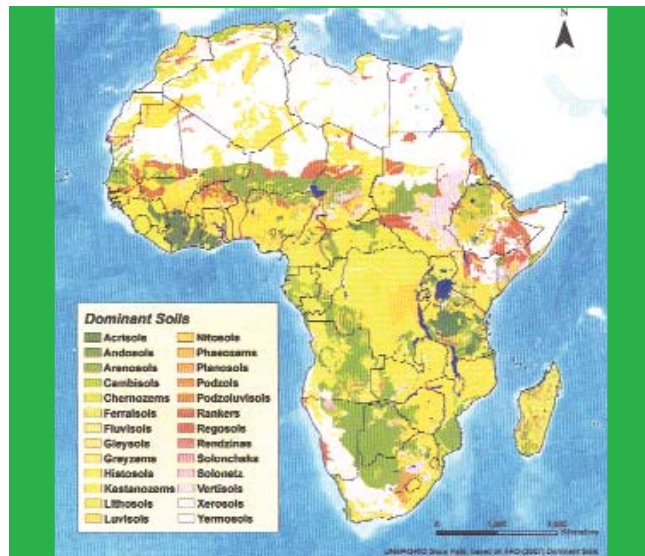
Le Service Africain d'Information Pédologique (ASIS) basé au Kenya, produira la carte numérique de 42 des 53 pays d'Afrique révélant le type de sol et sa composition en nutriments.

Les informations rassemblées guideront les agriculteurs et les décideurs dans leur quête pour l'amélioration de la fertilité des sols de l'Afrique, dont certains figurent parmi les plus érodés du monde.

La couverture et le détail des cartes pédologiques existantes sont médiocres, en particulier dans les vastes pays d'Afrique à faible démographie, explique Alfred Hartemink, scientifique en pédologie à l'ASIS.

Les cartes qui existent datent de 10 - 30 ans. Cela pose un problème, puisque les propriétés des sols suscitant l'intérêt - comme le pH, le contenu de carbone ou phosphore - changent au cours des temps.

Le projet rassemblera des cartes pédologiques locales existantes et les combinera avec de nouvelles mesures pour produire la carte numérique, qui



Des cartes pédologiques mises à jour sont indispensables pour la planification agricole.

sera librement accessible sur le web dans un format facile à utiliser.

Les nouvelles mesures incluront celles dérivées de la télédétection, ce qui implique l'analyse des caractéristiques d'images satellites - par exemple la couleur et le rayonnement - pour déterminer les caractéristiques du sol.

Ces calculs sont ensuite calibrés contre les véritables

échantillons des sols de la région à l'étude.

Selon GlobalSoilMap.net, la carte africaine est la première phase d'une initiative pour cartographier tous les sols de la planète afin d'assister dans la prise de décisions informées non seulement concernant l'agriculture, mais également pour contrôler les effets de changement climatique, la pollution écologique et le déboisement. □

NAPA place l'adaptation au changement climatique au programme de développement

LES PROGRAMMES d'Action Nationaux d'Adaptation ont aidé à inclure le changement climatique au programme de développement international.

Les Programmes d'Action Nationaux d'Adaptation (NAPAs) exposent les grandes lignes des actions les plus urgentes nécessaires pour répondre aux besoins d'adaptation au changement climatique des pays.

Sous l'égide la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), tous les pays en voie de développement doivent préparer les NAPAs comme instruments pouvant faciliter la communication de manière à

mettre en avant leurs besoins d'adaptation les plus urgents et d'identifier les projets prioritaires pour aborder ces besoins.

À ce jour, plus de 100 NAPAs ont été soumis à la CCNUCC, et l'éventail de leurs activités vont de la sensibilisation sur le changement climatique à la consolidation de systèmes de surveillance climatique et au renforcement de capacité des systèmes d'avertissement précoce.

Nombre de pays de la SADC ont préparé leurs NAPAs, et ceux-ci incluent le Malawi, le Mozambique, la République Unie de la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Bien que les pays aient adhéré aux NAPAs depuis 2001, une étude récente a identifié comme facteur clé, l'urgence dans l'implémentation des NAPAs. L'étude a également noté l'importance d'identifier des projets prioritaires réalisables dans l'exécution des NAPAs.

Bien que les NAPAs soient perçues comme facilitateurs favorisant l'insertion du changement climatique à l'ordre du jour du développement, il y a cependant un consensus général du fait que les NAPAs ne sont pas la panacée puisqu'ils doivent être complétés par d'autres projets qui visent les secteurs vulnérables d'un pays. □

Institut Régional de Gestion des Eaux Souterraines pour l'Afrique du Sud

EN RÉPONSE aux difficultés de gestion des eaux souterraines dans la sous-région, la SADC est en train d'établir un Institut Régional de Gestion des Eaux Souterraines dont les opérations commenceront en début d'année 2010.

L'accueil de l'institut a été attribué à l'Université de Free State en Afrique du Sud à Bloemfontein suite à une procédure rigoureuse de sélection à partir de 14 nominations reçues de neuf Etats Membres.

70 pour cent environ des 250 millions d'habitants de la SADC comptent sur l'eau souterraine comme source d'eau potable et autres usages.

Alors que la région affermit l'implémentation de son programme régional d'intégration économique, la nécessité de mettre en place des stratégies d'ensemble pour la Gestion des Eaux Souterraines et de la Sécheresse dans la SADC devient critique.

Le développement économique des états membres de la SADC dépend grandement des ressources hydrologiques suffisantes et fiables.

L'institut des eaux souterraines contribuera à la compréhension de la gestion des eaux souterraines par l'entremise de recherches orientées vers l'action, la gestion des connaissances, la sensibilisation, la coordination et le renforcement de capacité.

La vision de l'institut est de garantir l'usage et la protection équitable et durable des eaux souterraines, ainsi que d'être un centre d'excellence dans les secteurs de gestion de la sécheresse des eaux souterraines et la gestion des écosystèmes tributaire des eaux souterraines dans la région. □

Amélioration de la situation régionale de la sécurité alimentaire

par Eglina Tauya

LA SITUATION de la sécurité alimentaire de l'Afrique Australe s'est améliorée en 2009 comparé à 2008.

Ce constat repose sur la récente évaluation des Ministres de la SADC, chargés de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, réunis à Johannesburg en mai 2009 afin de réexaminer le progrès de la sécurité alimentaire régionale.

Avec la fin imminente de la saison agricole 2008/2009, alors que la récolte et l'acheminement des produits vers les marchés est en cours, les ministres ont noté qu'en raison d'une pluviométrie favorable qui avait prévalu dans la majorité des zones de la région, la plupart des Etats Membres prévoient pour cette année de meilleures récoltes que durant la saison 2007/2008.

Ces prévisions coïncident avec celles des perspectives climatiques de la SADC, qui annonçaient des pluies modérées-fortes persistant à travers la plupart des pays de la SADC en pleine saison de croissance.

Bien que les perspectives de récoltes au Malawi, Mozambique, Tanzanie, Zambie, et Zimbabwe aient été compromises par quelques sécheresses et inondations de mi-saison, les prévisions stipulaient tout de même des récoltes moyennes à au dessus de la moyenne.

Des zones sujettes à l'insécurité alimentaire sont pressenties dans les zones directement affectées par les inondations, des périodes sèches de mi-saisons et des pénuries de production, d'où la réduction de ce qui aurait pu être une récolte exceptionnelle.

Selon le Réseau de Système d'Alerte Précoce contre la Famine (FEWSNET), les régions à risque d'insécurité alimentaire incluent la vallée du bas Shire, les districts de Chikwaka et Nsanje au Malawi où environ 55 000 foyers ont été affectés.

La situation est la même dans une grande partie de la province du Mashonaland Est au Zimbabwe, où les récoltes sont supposées durer jusqu'en juillet

2009 au lieu de la période normale d'octobre/novembre.

Au Mozambique, les zones affectées comprennent le nord de Maputo, le sud d'Inhambane, le sud de Sofala et les provinces du sud de Tete.

Bien que l'on s'attende à ce que la production de maïs dans les pays affectés couvre la plupart des besoins nationaux, on anticipe un import de grain pour répondre aux besoins des populations dont les récoltes auraient été sérieusement réduites.



Des récoltes au dessus de la moyenne devraient garantir la sécurité alimentaire pour 2009.

Malgré le fait que la majorité des pays de la SADC n'ait pas officiellement annoncé leurs prévisions de récoltes, les données préliminaires indiquent pour cette année une meilleure récolte de céréale par rapport à l'an dernier.

L'Afrique du Sud, le Malawi, la Zambie, et le Zimbabwe ont publié leurs prévisions de récolte. Au Malawi et en Zambie, on évalue les augmentations de récolte de céréale à 30 pour cent et à 51 pour cent, respectivement.

Le Malawi a enregistré une moisson totale de 3,88 millions

de tonnes métriques, comparé aux 2,99 millions de tonnes métriques de l'an dernier, alors qu'en Zambie la récolte de céréale est passée de 1,46 millions à 2,2 millions de tonnes métriques.

Les estimations préliminaires du Zimbabwe indiquent également une meilleure récolte pour cette année, malgré la période de sécheresse de février et d'autres problèmes de production. La récolte de maïs du Zimbabwe est estimé à 1,24 millions de tonnes métriques, une augmentation de 92 pour cent comparé au niveau de production de l'an dernier.

Quant à l'Afrique du Sud, les prévisions évaluent une production de maïs de 11,72 millions de tonnes métriques, une baisse de 10 pour cent par rapport à la saison passée.

Les estimations post-récolte menées par FEWSNET en avril ont également révélé des tendances de récoltes similaires à travers la région. □

Rapport de la FAO: Stabilisation progressives des prix mondiaux alimentaires

LES PRIX internationaux de la plupart des denrées agricoles ont chuté en 2009 de leurs plafonds de 2008, ce qui indique que de nombreux marchés se stabilisent petit à petit, affirme l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

Selon le rapport de la FAO, intitulé *Food Outlook* (Perspective alimentaire) publié en juin 2009, un assouplissement apparent des conditions du marché se reflétait dans l'Indice FAO des Prix alimentaires, qui avaient chuté d'un tiers depuis son record en juin 2008 durant le summum de la crise alimentaire mondiale.

À ce jour, la disponibilité des céréales, secteur vital pour la sécurité alimentaire, s'est améliorée, suite à une production record en 2008 dépassant les prévisions initiales, déclare le rapport. La récolte exceptionnelle avait également facilité le réapprovisionnement de réserves globales aux niveaux qui prévalaient avant la crise.

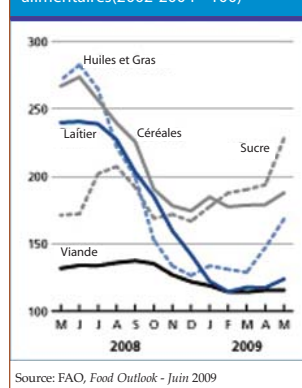
Les expansions dans la production de poissons, de viande et de lait a également réduit les prix.

Avec la nouvelle saison 2009-2010 de commercialisation, les perspectives continuent d'être positives puisque l'on anticipe que la production mondiale de céréale sera la deuxième plus importante, après le record de l'an dernier ajoute le rapport. La production mondiale était prévue à 2 219 millions de tonnes comparé aux 2 287 millions de tonnes de la saison 2008/09 de marketing.

Par contraste, les prix des graines oléagineuses et du sucre augmentent en raison de revers de production dans les principaux pays producteurs, ainsi que d'une hausse de la consommation.

Le rapport 2008 sur le *Statut de l'Insécurité Alimentaire* par la FAO a noté que les prix alimentaires élevés présentaient une opportunité de relancer l'agriculture par le petit cultivateur dans le monde en voie de développement.

Index de la FAO sur les Prix alimentaires(2002-2004 =100)



Source: FAO, *Food Outlook* - Juin 2009

À la longue, les prix alimentaires élevés représentent une opportunité pour l'agriculture dans le monde en voie de développement en particulier l'Afrique, mais ils doivent être assistés par la provision de biens publics essentiels, rapporte la FAO. □

Les scrutins de l'Afrique du Sud et du Malawi impressionnent la SADC et l'UA

par Kizito Sikuka

LA SADC ET l'Union Africaine (UA) ont décrit les élections récentes en Afrique du Sud et au Malawi comme étant conformes aux normes et principes régionaux.

L'Afrique du Sud est allée aux urnes en avril alors que les élections législatives du Malawi ont eu lieu en mai.

Le Congrès National Africain (ANC), mené par Jacob Zuma, a gagné la quatrième élection démocratique de l'Afrique du Sud tandis que le Président Bingu wa Mutharika du Parti Progressif Démocratique a gagné les élections malawiennes.

La SADC a annoncé dans sa déclaration préliminaire sur les élections sud-africaines que les élections ont été menées conformément aux directives adoptées par les Etats Membres de la SADC.

D'après notre jugement, le processus des élections a été mené de manière libre, juste, transparente et crédible, affirme une partie du communiqué de la mission d'observation de la SADC dirigée par Balefi Tsie du Botswana.

L'UA a corroboré ce jugement, déclarant qu'elle avait été également impressionnée par l'enthousiasme affiché par les électeurs sud-africains ainsi que par la manière pacifique avec laquelle les élections ont été organisées.

L'organisation habile et efficace des élections par la Commission Électorale Indépendante de l'Afrique du Sud a fait bonne impression sur mission d'observation de l'UA.

Le professionnalisme et l'intégrité de la commission ont grandement contribué à la gestion réussie du processus électoral, déclare l'UA dans un communiqué.

L'ancien Premier Ministre tanzanien, Salim Ahmed Salim était à la tête de la mission d'observateurs de l'UA en Afrique du Sud. Environ 23 millions de personnes s'étaient

inscrites pour participer aux élections, et se sont présentés par milliers au jour des élections.

Quant aux élections malawiennes, la SADC a trouvé que les scrutins étaient paisibles, transparents et crédibles malgré l'émergence de quelques inquiétudes.

D'un point de vue général, la SADC est d'avis que les élections ont été conduites de manière ouverte et transparente. La SADC

a été impressionnée par la patience des électeurs qui ont pu exprimer leur droit de vote dans une atmosphère paisible, libre et sans entrave, confirme une partie du rapport de la Mission SADC d'Observation des Élections (SEOM).

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale du Swaziland, Patrick Mamba était à la tête de la mission SADC d'observation au Malawi.



Citoyens attendant d'enregistrer leurs votes.

Photo: www.globevotesonline.org

Élections supplémentaires au deuxième semestre de l'année 2009

UNE FIÈVRE électorale saisira la SADC durant le deuxième semestre de 2009 avec au moins quatre pays se préparant à aller aux urnes cette année.

Le Botswana, l'Île Maurice, le Mozambique et la Namibie auront des élections entre octobre et décembre, tandis que les dates des élections pour l'Angola et la République Démocratique du Congo sont encore à confirmer.

La Namibie tiendra ses quatrième élections présidentielles et de l'Assemblée Nationale en novembre avec le parti au pouvoir, l'Organisation du Peuple de l'Afrique du Sud Ouest (SWAPO) confirmant son candidat en la personne du Président Hifikepunye Pohamba.

La SWAPO, qui est au pouvoir depuis l'indépendance en 1990 joutera contre d'autres partis d'opposition tels que le Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès, et le Congrès des Démocrates.

Le Parti Démocratique du Botswana, parti au pouvoir mené par le Président Ian Khama cherchera à préserver sa

popularité dans les élections législatives d'octobre. Depuis l'indépendance du Botswana en 1966, le parti au pouvoir n'a jamais perdu une élection.

Au Mozambique, le parti au pouvoir - Frelimo - a confirmé que le Président Armando Guebuza sera son candidat pour les élections prévues en octobre.

Guebuza, qui est au pouvoir depuis 2004, fera face à Afonso Dhlakama du Renamo et Daviz Simango, candidat du parti récemment formé - Mouvement Démocratique du Mozambique. Les deux candidats sont les

L'UA a également rendu hommage au comportement pacifique des malawiens dans la conduite de leurs élections.

Aucun acte de violence ou de perturbation n'ont été observés avant, pendant et après les élections, nota l'organisme continental.

La conduite sans heurts des élections et la vitalité de l'électorat ont rendu hommage non seulement au peuple du Malawi mais à l'ensemble de l'Afrique.

Nous payons un tribut particulier à la Commission Électorale du Malawi pour un travail louable qui contribue à la consolidation de la démocratie au Malawi, peut on lire dans la déclaration de l'UA.

L'ancien Président de la Sierra Leone, Ahmad Tejan Kabbah dirigeait la mission d'observation de l'UA au Malawi. □

favoris d'une large sélection de candidats présidentiels.

Le Mozambique tiendra pour la première fois des élections pour les assemblées provinciales. Les États Membres de la SADC utilisent des méthodes différentes pour l'élection de leurs gouvernements. Certains utilisent le système de circonscription majoritaire pour les candidats individuels, tandis que d'autres états utilisent la Représentation Proportionnelle sur la base des listes de parti politique avec les provinces ou la nation entière considérée comme leur circonscription. □

Calendrier 2009 des Élections

Pays	Type d'élection	Mois prévu
Botswana	Parlementaire (Président élu par le Parlement)	octobre
Mozambique	Présidentielle parlementaire et provinciale	28 octobre
Namibie	Présidentielle et parlementaire	novembre
Île Maurice	Gouvernement local: urbain et rural	octobre et décembre respectivement
RDC	Provinciale	À préciser
Angola	Présidentielle	À préciser

Stratégie pour accélérer la répartition équitable des sexes

par Patience Zirima

L'AFRIQUE AUSTRALE peut se targuer d'une augmentation substantielle de femmes élues aux parlements lors d'élections tenues cette année au Malawi et en Afrique du Sud mais une nouvelle stratégie régionale garantira à l'avenir une représentation encore plus forte.

Un accomplissement notable par le Malawi est la nomination de Joyce Banda en tant que première femme nommée Vice président de ce pays.

Les élections de mai au Malawi ont été le théâtre de l'élection de 22 pour cent de femmes au parlement, comparé à 14 pour cent en 2004. Au Conseil des Ministres la proportion a augmentée de 17 pour cent à 26 pour cent.

Bien qu'encore inférieur au but régional de la SADC de 30 pour cent (qui passera à 50 pourcent d'ici 2015), cela constitue une étape positive vers l'atteinte du but fixé.

Le Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement déclare que les Etats Membres devront entreprendre d'ici 2015, d'atteindre au moins 50 pour cent des postes de prise de décisions dans les secteurs public et privé dirigées par les femmes, y compris d'user des mesures anti-discriminatoires.

L'Afrique du Sud est sur la voie d'atteindre la cible des 50 pour cent de représentation, vu que le Président Jacob Zuma vient de nommer 45 pour cent de femmes à son cabinet. Les 45 pour cent de représentation féminine au nouveau Parlement Sud Africain, à partir de 34 pour cent, place l'Afrique du Sud en troisième position dans le monde derrière le Rwanda et la Suède.

L'augmentation du nombre de femmes dans les postes de prise de décisions dans différents pays de la région résulte des efforts concertés des gouvernements, de la société

civile et d'autres protagonistes pour garantir la réalisation de ce but.

Sur le plan régional, une stratégie provisoire est en cours de développement afin d'accélérer les progrès vers une répartition équitable des femmes en politiques et à tous les niveaux des postes de prise de décisions d'ici 2015.

Selon Magdeline Mathiba-Madibela, Chef de l'Unité sur la Parité des Sexes de la SADC, la stratégie fournira des efforts cohérents et standardisés sur le plan national vers la réalisation de l'objectif; fournira un catalyseur pour action; établira une base pour la surveillance et l'évaluation ainsi que pour les besoins de mobilisation de ressources.

La stratégie encourage les partenariats entre l'état, les partis politiques et autres protagonistes de la société civile car ceux-ci sont indispensables à l'accomplissement des objectifs escomptés.

Afin de garantir la répartition équitable des sexes d'ici 2015, les gouvernements sont exhortés à promptement domestiquer le Protocole de la SADC sur la Parité des Sexes et le Développement.

Ceci peut impliquer la mise en place par les gouvernements de mesures d'action antidiscriminatoire, la re-examen et le développement des politiques nationales, l'apport de ressources et le développement de directives pour les nominations au gouvernement.

Les pays qui ont atteint au moins 30 pour cent de représentation féminine dans des postes de prise de décisions politiques ont démontré qu'il est possible d'augmenter le nombre de femmes au parlement en usant d'une combinaison d'environnement politique favorable, de quotas de parti et constitutionnels et d'engagement politique.

A titre d'exemple, la constitution de la République Unie de la Tanzanie alloue 30 pour cent de tous les sièges parlementaires aux femmes, ce qui signifie que quelque soit le résultat des élections les femmes ont effectivement des sièges réservés au Parlement.

L'Angola, qui depuis les dernières élections de 2008, a 38 pour cent de représentation féminine au Parlement, utilise le système de Représentation Proportionnelle lorsque l'électorat vote pour le parti et lorsque les candidats sont sélectionnés à partir de la liste du parti. Tout comme au Mozambique, les décisions des partis politiques sont donc cruciales pour les résultats.

Au niveau national, cinq États Membres ont atteint plus de 30 pour cent de représentation au niveau parlementaire, il s'agit de l'Afrique du Sud avec 45 pourcent, l'Angola (38), le Mozambique (37), la Namibie (31) et la Tanzanie (30.4).

Focus sur les femmes marginalisées au Festival 2009 de la Tanzanie sur la Parité des Sexes

LE FESTIVAL 2009 de la Tanzanie sur la Parité des Sexes portera sur Tirer profit des ressources pour les Femmes Marginalisées, sous le thème général de Démocratie et Développement.

Le festival, organisé par le Programme du Réseau pour la Parité des Sexes en Tanzanie (TGNP) et la Coalition Féministe Activiste, aura lieu du 8 au 11 septembre à Dar es Salaam, en Tanzanie. La participation est ouverte aux parties prenantes de la Tanzanie, et du monde entier.

Le festival présente une opportunité pour que les activistes oeuvrant pour la parité des sexes, le féminisme et les droits de l'Homme puissent partager des expériences, faire le bilan des accomplissements et des contraintes et encourager les plans d'action communs pour



L'habilitation économique des femmes marginalisées améliorera leurs moyens d'existence

développer le programme pour la démocratie et le développement.

Le programme du festival comprend des ateliers, des sessions plénières et des expositions par différentes organisations. Les ateliers

traiteront des problèmes d'intégrité physique et de la sexualité; des droits économiques et des moyens de subsistance; de la connaissance, des arts et de la culture, de la politique, de leadership et de responsabilité; et du VIH et SIDA. □



Photo: Bayano Vally, SADC

Déception lors des matchs de qualifications pour la Coupe du Monde des équipes optimistes de la SADC

par Patson Phiri

LE MALAWI, le Mozambique et la Zambie sont les détenteurs du rêve de qualification de l'Afrique Australe pour les finales de la Coupe du Monde FIFA 2010 qui depuis son inauguration en 1930 sera pour la première fois accueillies par l'Afrique, mais à ce jour leur performance a rallié peu d'admirateurs.

Les trois pays sont les seuls des 15 membres du bloc de la SADC à atteindre la phase finale de qualification actuellement en cours. L'Afrique du Sud est déjà qualifiée en vertu de son statut de nation d'accueil.

Après trois tournois de jeux disputés depuis juin 2009, l'ensemble des trois équipes demeuraient incertaines dans

leurs groupes respectifs tandis que la région espère envoyer plus de représentants à la fiesta du football.

La Côte d'Ivoire avec neuf points est en tête du Malawi, l'un des trois pays de l'Afrique Australe, qui n'a pas enregistré un seul point depuis le début de la phase finale des matchs de qualifications de la Coupe du Monde et de la Coupe d'Afrique en 2010.

Dans le même groupe que Les Flammes, nom de l'équipe du Malawi, le Burkina Faso se place en deuxième position et la Guinée en troisième position.

Le prochain match des Flammes se jouera contre la Guinée au Malawi le 5 septembre et plus tard contre la Côte d'Ivoire le 10 octobre avant de clôturer sa tentative de

qualification pour un match inaugural de la Coupe du Monde le 14 novembre, à l'extérieur au Burkina Faso.

Pour qu'elles se qualifient pour la Coupe du Monde, elles devront gagner les trois matchs restants et espérer que la Côte d'Ivoire perde tous ses matchs suivants, ce qui constitue un rêve mathématique utopique.

Les Mambas Noirs du Mozambique ont un point et occupent également la dernière position d'une sélection où figure le Nigéria, la Tunisie et le Kenya.

Les trois équipes de ce groupe ont une chance de se qualifier et le Mozambique espérera que la Tunisie



s'effondrera en plein parcours, leur donnant ainsi une chance s'ils parviennent à gagner les trois prochains matchs commençant avec le Kenya le 5 septembre à Maputo.

Ils conclueront leur joute par un match difficile à l'extérieur, au Nigéria le 10 octobre.

Des trois équipes régionales, les chances sont plutôt hors de portée excepté pour la Zambie qui espérera que l'Algérie puisse perdre un des matchs pour que Chipolopolo puisse prendre la tête du groupe et revendique la qualification dans les trois tournois de matchs restants.

Les espoirs s'évanouissent pour Chipolopolo de la Zambie après que les trois matchs qu'ils ont disputé leur aient donné quatre points en seconde position après les Renards du Désert d'Algérie qui mènent le groupe avec sept points.

Chipolopolo espérera bien gagner les deux matchs à l'extérieur en Algérie le 5 septembre et le match contre le Rwanda, deux semaines plus tard, le 10 octobre afin de rester dans la compétition pour un match de Coupe Mondiale.

Le jeu final de la Zambie sera à domicile contre l'Egypte le 14 novembre.

Les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront tout de même pour les finales de la Coupe Africaine des Nations qu'accueillera l'Angola, l'année prochaine. □

L'Afrique du Sud marque un point sur son parcours vers 2010

AVEC À peine un an de sursis, la réussite de la Coupe 2009 des Confédérations a marqué un autre événement marquant dans son parcours vers la Coupe du Monde FIFA 2010 en Afrique du Sud.

Le 11 juin 2010, le premier coup de sifflet retentira et la Coupe du Monde FIFA si attendue démarrera dans la Ville du Football à Johannesburg.

L'événement est prévu du 11 juin au 11 juillet 2010 dans l'ensemble des neuf provinces de l'Afrique du Sud.

Des millions de passionnés de football se rendront dans le pays, et ses voisins d'Afrique Australe, non seulement pour apprécier le football mais pour profiter également du riche patrimoine et de la culture de la région - et au minimum pour souffler du vuvuzela tellement local.

Beaucoup ont douté de l'état de préparation de

l'Afrique du Sud et du succès de cet événement. Cependant, la Coupe des Confédérations organisée par le pays du 14 au 28 juin 2009 a convaincu même les critiques les plus sévères du pays quant à son état de préparation.

Le Directeur Général de la Commission Locale d'Organisation de la Coupe du Monde 2010, Danny Jordaan, a indiqué que pratiquement tous les projets et plans sont terminés ou presque achevés.

Ce fut un moment de fierté lorsque le Président de la FIFA Sepp Blatter a publiquement annoncé, après l'événement de classe mondiale de Sélection Préliminaire pour la Coupe du Monde 2010 tenu à Durban en 2007, que l'Afrique du Sud était plus que capable d'organiser l'un des plus grands événements du monde.

Dans son Discours sur le Statut de la Nation, le Président Jacob Zuma a

affirmé au public que l'Afrique du Sud était sur la bonne voie pour remplir tous ses engagements et qu'elle était déterminée à offrir au monde la meilleure de toutes les Coupes du Monde.

En tant que gouvernement et nation dans son ensemble, nous nous sommes engagés à ce que la Coupe du Monde laisse un fier héritage duquel nos enfants et nos communautés tireront profit pendant très longtemps, déclara-t-il.

L'ancien Président Thabo Mbeki a déclaré un jour que les historiens méditeront sur la Coupe du Monde 2010 comme période où l'Afrique a dans sa dignité résolument renversé la perception de siècles de pauvreté et de conflit.

Nous voulons montrer que le tour de l'Afrique est arrivé, affirma-t-il. En effet Ke Nako - le Moment est arrivé de célébrer l'Humanité de l'Afrique. (*AllAfrica.com*) □

Calendrier des Évènements 2009

24 juin - 3 juillet
Libye**Sommet de l'Union africaine**

13^{ème} Session Ordinaire du Sommet de l'Union Africaine des Chefs d'État et de Gouvernement pour les 53 pays membres de l'UA. Le programme portera sur l'Investissement dans l'Agriculture pour la Croissance Economique et la Sécurité Alimentaire .

30 juin - 2 juillet
France**Forum Africain sur l'Énergie Électrique**

Lancé en 1999, le Forum Africain sur l'Énergie Électrique est le premier forum annuel sur l'investissement dans l'électricité et le gaz et d'entreprise en Afrique, où le gouvernement et les services publics d'électricité discuteront de la situation internationale de l'énergie en ciblant les secteurs de l'électricité et du gaz en Afrique.

14-16 juillet

Conférence Annuelle du FOPRISA

Le Processus Formateur de Recherche sur l'Intégration en Afrique Australe (FOPRISA) est un réseau de recherches dont l'objectif principal est d'aider la SADC dans la progression de la coopération et de l'intégration régionale par le biais de recherches qui fournissent des informations, des données et des analyses. Le programme du FOPRISA a débuté en 2005 et la première phase s'achèvera en 2009. La planification pour la phase suivante est en cours.

15-17 juillet
Zambie**Table Ronde des Investisseurs de l'Afrique Australe**

La Table Ronde des Investisseurs à Livingstone est une réunion des investisseurs du secteur de l'énergie et des services publics de l'énergie leur permettant de débattre sur l'investissement dans les projets d'énergie, sous le thème, Opportunités d'Investissement Émergentes pour le Développement Durable dans le Secteur de l'Énergie en Afrique Australe .

5-7 août
Zimbabwe**Ministres de la Communication de la SADC**

Les Ministres de la SADC chargés de la communication se réunissent aux Chutes Victoria pour examiner des méthodes visant à renforcer les services postaux de la région et élaborer un plan de quatre ans pour l'industrie.

7-8 septembre
RDC**Sommet de la SADC**

Le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement est l'ultime organisme de prise de décisions pour la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Ce sera le 29^{ème} Sommet Ordinaire, précédé comme à l'accoutumée par le Conseil des Ministres. Pendant le Sommet, la RDC succédera à la présidence après l'Afrique du Sud.

Septembre
RDC**Pool d'Énergie de l'Afrique Australe**

Réunions des diverses commissions du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP), composé de 12 services publiques en électricité de la SADC. Celles-ci constituent les 33^{ème} réunions de la commission du SAPP.

7-11 septembre
Lesotho**Association Régionale des Régulateurs d'Électricité**

Réunions des sous-commissions de l'Association Régionale des Régulateurs d'Électricité de l'Afrique Australe (RERA) sur le Juridique; la Réglementation Économique; la Réglementation Technique; le Comité du Portefeuille sur la Facilitation de la Politique de l'Industrie sur l'Approvisionnement en Électricité (ESI), Législation & Réglementations; et le Comité de Portefeuille sur la Coopération Régionale Régulatrice.



L'AFRIQUE AUSTRALE
Aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI Vol. 11 No. 4 Juin 2009

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des décideurs à tous les niveaux du développement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secréariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Kizito Sikuka, Emmanuella Matorofa, Patience Zirima,
Clever Mafuta, Phyllis Johnson, Shiela Chikulo

CONSEILLER À LA RÉDACTION
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC
Leefa Penehupifo Martin

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2009

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

ÉMISSION & IMPRESSION
DS Print Media, Johannesburg

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an : le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgavia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sadc.net www.sadc.net Connaissance pour le Développement

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADC aujourd'hui:
Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia,
South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines et
Air Zimbabwe

SARDC
www.sadc.net
Knowledge for Development



Mozambique célébration de la vie de **Mondlane**

EDUARDO CHIVAMBO Mondlane fût le Président fondateur du Front pour la Libération du Mozambique (Frelimo).

Cet homme grand, charismatique naquit le 20 juin 1920 dans le village de Nwadjahane situé en Afrique de l'Est portugaise selon l'appellation de l'époque, Son père était chef de la province sud de Gaza, et comme la plupart des jeunes garçons il a passé les 10 premières années de sa vie à garder le troupeau.

Parcourant plusieurs kilomètre tous les jours, il a fréquenté une école primaire missionnaire, malheureusement en tant qu'africain l'école secondaire lui fût interdite. Il apprit l'anglais en autodidacte et obtint une bourse pour s'inscrire à l'école secondaire en Afrique du Sud. Il poursuivit des études en sciences sociales à l'Université du Witwatersrand, où avec d'autres étudiants il fonda un syndicat des étudiants, ce qui lui valut d'être appréhendé par la police sud africaine.

En continuant ses études au Portugal, il rencontra les futurs dirigeants nationalistes d'autres colonies portugaises. Cependant en raison de harcèlement par le service de la sureté, PIDE, il partit pour les Etats-Unis où il étudia la sociologie et l'anthropologie à l'Université d'Oberlin, d'où il obtint une Licence en 1953, suivi d'une Maîtrise de Northwestern et d'un Doctorat en sociologie.

Après une brève période de recherche à Harvard, il fût nommé aux Nations unies en 1957 en tant que responsable de la recherche au département de Tutelle, un poste qui facilita de fréquents voyages en Afrique. Il joignit plus tard l'Université de Syracuse.

De ces diverses expériences et discussions il avait déjà conclu que l'indépendance de son pays ne pourrait être gagnée que par le combat, et à cet effet il était déterminé à unir les divers mouvements politiques mozambicains. Mondlane soutint fortement l'action commune par tous les mouvements de libération de la région de même qu'une plus grande coopération entre tous les mouvements de libération des colonies portugaises.

Après l'Indépendance du Tanganyika (plus tard la Tanzanie) en décembre 1961, il consacra son temps à la préparation d'un mouvement unifié, réalisé en 1962 lorsque l'UDENAMO, le MANU et l'UNAMI ont formé une organisation unique, le Frelimo, dont les activités comprenaient la consolidation et la mobilisation, la préparation à la guerre, la diplomatie, et l'éducation.

Mondlane fut élu premier Président du Frelimo, et établit sa base d'opérations à Dar es Salaam, capitale du Tanganyika, au début de 1963. Comme la plupart des dirigeants fondateurs de pays africains, tel feu Julius Nyerere, Président de la Tanzanie, Mondlane était l'un des Africains les plus instruits de l'époque.

Deux ans après sa formation, Frelimo exécuta son premier assaut militaire au nord du pays, mené par Alberto Chipande, le 25 septembre 1964.

En 1968, le Frelimo put organiser son deuxième Congrès dans les zones libérées du nord du Mozambique. Mondlane fût réélu. Le Mozambique devint une nation indépendante le 25 juin 1975. Tristement, Mondlane n'était pas présent pour partager la victoire.

Il y a quarante ans, le 3 février 1969, à l'âge de 48 ans, il fût assassiné à Dar es Salaam par une bombe dissimulée dans un colis envoyé par le PIDE. Sa vie est célébrée et sa mort est commémorée annuellement le 20 juin et le 3 février, respectivement.

Un monument dédié à Mondlane à Nwadjahane

LE PRÉSIDENT mozambicain Armando Guebuza a inauguré un monument dédié à Eduardo Mondlane dans son village natal de Nwadjahane dans la province sud de Gaza, le 20 juin, jour de l'anniversaire de Mondlane qui aurait eu 89 ans. Il déclara qu'aucun monument ne saurait assez reconnaître même une infime partie des accomplissements du fondateur et premier président du Front pour la Libération du Mozambique (Frelimo).

Nous savons qu'Eduardo Mondlane mérite beaucoup plus de monuments, dit Guebuza. Mais tous les monuments que nous pourrions ériger en son honneur ne symboliseraient qu'une petite partie de notre reconnaissance et de notre hommage à sa contribution illimitée au réveil de notre conscience nationaliste.

Au programme des cérémonies figurait également le lancement officiel du premier ordinateur assemblé au Mozambique, nommé Dzowo, d'après le nom de clan de Mondlane.



JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Jun- Août 2009

1 juin	Journée Internationale des Enfants	Angola
1 juin	Journée de Lundi Lundi	Madagascar
5 juin	Journée de la Libération	Seychelles
16 juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
18 juin	Journée Nationale	Seychelles
25 juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
26 juin	Journée de l'Indépendance	Madagascar
29 juin	Journée de l'Indépendance	Seychelles
30 juin	Journée de l'Indépendance	RDC
1 juillet	Journée de Sir Seretse Khama	Botswana
6 juillet	Journée de l'Indépendance	Malawi
6 juillet	Journée des Héros	Zambie
7 juillet	Foire Commerciale Internationale	Tanzanie
7 juillet	Saba Saba (Journée de l'Industrie)	Tanzanie
7 juillet	Jour de l'Unité	Zambie
17 juillet	Anniversaire du Roi	Lesotho
20 juillet	Jour du Président	Botswana
21 juillet	Jours Férié	Botswana
22 juillet	Anniversaire de feu Roi Sobhuza	Swaziland
1 août	Journée des Parents	RDC
3 août	Journée des Agriculteurs	Zambie
8 août	Journée des Paysans	Tanzanie
9 août	Journée National des Femmes	Afrique du Sud
10 août	Jour Férié	Afrique du Sud
10 août	Journée des Héros	Zimbabwe
11 août	Journée des Forces de Défense	Zimbabwe
15 août	L'Assomption	Madagascar
15 août	L'Assomption de Marie	Seychelles
17 août	Journée de Commémorations de la SADC Tous	
26 août	Journée des Héros	Namibie

*Tributaire de la visibilité lunaire

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale